Supplemento ordinario alla "Gazzetta Ufficiale" n. 324 del 23 dicembre 1971

Spedizione in abbonamento postale - Gruppo 1

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA — ROMA - Giovedì, 23 dicembre 1971 — SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI E DECRETI - TELEFONO 650-139
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI, 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 8508

LEGGE 9 ottobre 1971, n. **1104.**

Adesione alla convenzione doganale relativa all'importazione temporanea di materiale scientifico, adottata a Bruxelles l'11 giugno 1968, e sua esecuzione.

LEGGE 6 dicembre 1971, n. **1105.**

Ratifica ed esecuzione dello scambio di note e dell'accordo tra l'Italia e la Jugoslavia relativi alla pesca nelle acque jugoslave, conclusi a Belgrado rispettivamente il 30 dicembre 1968 e il 16 aprile 1969.

LEGGI E DECRETI

LEGGE 9 ottobre 1971, n. **1104**.

Adesione alla convenzione doganale relativa all'importazione temporanea di materiale scientifico, adottata a Bruxelles l'11 giugno 1968, e sua esecuzione.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato ad aderire alla convenzione doganale relativa all'importazione temporanea di materiale scientifico, adottata a Bruxelles l'11 giugno 1968.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla convenzione di cui all'articolo precedente, a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'art. 20 della convenzione stessa.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 9 ottobre 1971

SARAGAT

COLOMBO — MORO — PRETI — GAVA

Visto, *il Guardasigilli*: COLOMBO

Convention douanière relative à l'importation temporaire de matériel scientifique

PREAMBULE

Les Parties Contractantes à la présente Convention, élaborée sous les auspices du Conseil de Coopération Douanière avec le concours de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture (UNESCO),

Considérant que le développement de la recherche scientifique et de l'enseignement constitue un facteur déterminant de progrès économique et social,

Convaincues que l'adoption de facilités générales relatives à l'importation temporaire en franchise des droits et taxes du matériel destiné à la recherche scientifique ou à l'enseignement peut y contribuer efficacement,

Sont convenues de ce qui suit:

Chapitre premier

DÉFINITIONS

Article premier

Aux fins de la présente Convention, on entend:

(*a*) par « matériel scientifique »: les instruments, appareils, machines et leurs accessoires utilisés aux fins de la recherche scientifique ou de l'enseignement;

(*b*) par « droits et taxes à l'importation »: les droits de douane et tous autres droits, taxes et redevances ou impositions diverses qui sont perçus à l'importation ou à l'occasion de l'importation des marchandises, à l'exception des redevances et impositions dont le montant est limité au coût approximatif des services rendus;

(*c*) par « admission temporaire »: l'importation temporaire en franchise de droits et taxes à l'importation, sans prohibitions ni restrictions d'importation, à charge de réexportation;

(*d*) par « établissements agréés »: des établissements scientifiques ou d'enseignement, publics ou privés, dont l'objet est essentiellement non lucratif, qui ont été agréés par les autorités compétentes du pays d'importation pour recevoir le matériel scientifique en admission temporaire;

(*e*) par « ratification »: la ratification proprement dite, l'acceptation ou l'approbation;

(*f*) par « Conseil »: l'organisation instituée par la Convention portant création d'un Conseil de Coopération Douanière, conclue à Bruxelles le 15 décembre 1950.

Chapitre II

CHAMP D'APPLICATION

Article 2.

Chaque Partie Contractante s'engage à accorder l'admission temporaire:

(*a*) au matériel scientifique destiné à être utilisé, dans son territoire, exclusivement aux fins de la recherche scientifique ou de l'enseignement;

(*b*) aux pièces de rechange se rapportant au matériel scientifique placé en admission temporaire en vertu du paragraphe (*a*) ci-dessus;

(*c*) aux outils spécialement concus pour l'entretien, le contrôle, le calibrage ou la réparation du matériel scientifique utilisé, dans son territoire, exclusivement aux fins de la recherche scientifique ou de l'enseignement.

Article 3.

L'admission temporaire du matériel scientifique, des pièces de rechange et des outils peut être subordonnée aux conditions suivantes:

(*a*) qu'ils soient importés par des établissements agréés et soient utilisés sous le contrôle et la responsabilité de ces établissements;

(*b*) qu'ils soient utilisés, dans le pays d'importation, à des fins non commerciales;

(*c*) qu'ils soient importés en nombre raisonnable compte tenu de leur destination;

(*d*) qu'ils soient susceptibles d'être identifiés lors de leur réexportation;

(*e*) qu'ils demeurent, pendant le séjour dans le pays d'importation, la propriété d'une personne physique domiciliée à l'étranger ou d'une personne morale ayant son siège à l'étranger.

Article 4.

Chaque Partie Contractante peut suspendre, en totalité ou en partie, les engagements qu'elle a pris en vertu de la présente Convention lorsque des marchandises de valeur scientifique équivalente au matériel scientifique ou aux pièces de rechange dont l'admission temporaire est envisagée sont produites et disponibles dans le pays d'importation.

Chapitre III

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

Article 5.

Chaque Partie Contractante s'engage, dans tous les cas où elle l'estime possible, à ne pas exiger la constitution d'une garantie pour le montant des droits et taxes à l'importation et à se contenter d'un engagement écrit. Ledit engagement peut être exigé soit a l'occasion de chaque importation, soit à titre général pour une période déterminée ou, le cas échéant, pour la durée de l'agrément accordé à l'établissement.

Article 6.

1. Le matériel scientifique placé en admission temporaire doit être réexporté dans un délai de six mois à partir de la date de son importation. Toutefois, les autorités douanières du pays d'importation temporaire peuvent exiger que le matériel soit réexporté dans un délai plus court jugé suffisant pour que l'objectif de l'importation temporaire soit atteint.

2. Pour des raison valables, les autorités douanières peuvent soit accorder un délai plus long, soit proroger le délai initial.

3. Lorsque tout ou partie du matériel scientifique placé en admission temporaire ne peut être réexporté par suite d'une saisie et que cette saisie n'a pas été pratiquée à la requête de particuliers, l'obligation de réexportation est suspendue pendant la durée de la saisie.

Article 7.

La réexportation du matériel scientifique placé en admission temporaire peut s'effectuer en une ou plusieurs fois, par tout bureau de douane ouvert à ces opérations, même s'il est différent du bureau d'importation.

Article 8.

Le matériel scientifique placé en admission temporaire peut recevoir une destination autre que la réexportation et notamment être mis à la consommation intérieure sous réserve qu'il soit satisfait aux conditions et aux formalités prévues par le lois et règlements du pays d'importation temporaire.

Article 9.

En cas d'accident dûment établi, nonobstant l'obligation de réexportation prévue par la présente Convention, la réexportation de tout ou partie du matériel scientifique gravement endommagé n'est pas exigée pourvu qu'il soit, selon la décision des autorités douanières:

(*a*) soumis aux droits et taxes à l'importation dus en l'espèce; ou

(*b*) abandonné libre de tous frais au Trésor public du pays d'importation temporaire; ou

(*c*) détruit sous contrôle officiel, sans qu'il puisse en résulter de frais pour le Trésor public du pays d'importation temporaire.

Article 10.

Les dispositions prévues à l'article 9 ci-dessus s'appliquent également aux pièces qui ont été remplacées à la suite de la réparation du matériel scientifique ou de modifications apportées à celui-ci durant son séjour dans le territoire d'importation temporaire.

Article 11.

Les dispositions des articles 6 à 9 s'appliquent également aux pièces de rechange et aux outils visés à l'article 2.

Chapitre IV

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 12.

1. Chaque Partie Contractante réduit au minimum les formalités douanières afférentes aux facilités prévues par la présente Convention et publie, dans les plus brefs délais, les règlements qu'elle édicte au sujet de ces formalités.

2. A l'entrée comme à la sortie, la vérification et le dédouanement du matériel scientifique sont effectués, dans tous les cas où cela est possible et opportun, sur les lieux d'utilisation de ce matériel.

Article 13.

Les dispositions de la présente Convention établissent des facilités minima et ne mettent pas obstacle à l'application de facilités plus grandes que certaines Parties Contractantes accordent ou accorderaient soit par des dispositions unilatérales, soit en vertu d'accords bilatéraux ou multilatéraux.

Article 14.

Pour l'application de la présente Convention, les territoires des Parties Contractantes qui forment une union douanière ou économique peuvent être considérés comme un seul territoire.

Article 15.

Les dispositions de la présente Convention ne mettent pas obstacle à l'application des prohibitions et restrictions dérivant des lois et règlements nationaux et fondées sur des considérations de moralité ou d'ordre publics, de sécurité publique, d'hygiène ou de santé publiques, ou se rapportant à la protection des brevets et marques de fabrique.

Article 16.

Toute infraction aux dispositions de la présente Convention, toute substitution, fausse déclaration ou manoeuvre ayant pour effet de faire bénéficier indûment une personne (physique ou morale) ou un matériel des facilités prévues par la présente Convention, expose le contrevenant, dans le pays ou l'infraction est commise, aux sanctions prévues par les lois et règlements de ce pays et, le cas échéant, au paiement des droits et taxes à l'importation exigibles.

Chapitre V

CLAUSES FINALES

Article 17.

1. Les Parties Contractantes se réunissent lorsqu'il est nécessaire pour examiner les conditions dans lesquelles la présente Convention est appliquée afin, notamment, de rechercher les mesures propres à en assurer la interprétation et l'application uniformes.

2. Ces reunions sont convoquées par le Secrétaire Général du Conseil, sur la demande d'une Partie Contractante, et, sauf décision contraire des Parties Contractantes, elles se tiennent au siège du Conseil.

3. Les Parties Contractantes établissent le règlement intérieur de leur réunions. Les décisions des Parties Contractantes sont prises à la majorité des deux-tiers de celles qui sont présentes et qui prennent part au vote.

4. Le Parties Contractantes ne peuvent valablement se prononcer sur une question que si plus de la moitié d'entre elles sont présentes.

Article 18.

1. Tout différend entre Parties Contractantes en ce qui concerne l'interprétation ou l'application de la présente Convention est, autant que possible, réglé par voie de négociations directes entre lesdites Parties.

2. Tout différend qui n'est pas réglé par voie de négociations directes est porté, par les Parties en cause, devant les Parties Contractantes réunies dans les conditions prévues à l'article 17 de la présente Convention, qui examinent le différend et font des recommandations en vue de son règlement.

3. Les Parties au différend peuvent convenir d'avance d'accepter les recommandations des Parties Contractantes.

Article 19.

1. Tout Etat membre du Conseil et tout Etat membre de l'Organisation des Nations Unies ou de ses institutions spécialisées peut devenir Partie Contractante à la présente Convention:

(*a*) en la signant, sans réserve de ratification;

(*b*) en déposant un instrument de ratification après l'avoir signée sous réserve de ratification; ou

(*c*) en y adhérant.

2. La présente Convention est ouverte jusqu'au 30 juin 1969 au siège du Conseil, à Bruxelles, à la signature des Etats visés au paragraphe 1 du présent article. Après cette date, elle sera ouverte à leur adhésion.

3. Tout Etat non membre des organisations visées au paragraphe 1 du présent article, auquel une invitation est adressée à cet effet par le Secrétaire Général du Conseil, sur la demande des Parties Contractantes, peut devenir Partie Contractante à la présente Convention en y adhérant après son entrée en vigueur.

4. Les instruments de ratification ou d'adhésion sont déposés auprès du Secrétaire Général du Conseil.

Article 20.

1. La présente Convention entre en vigueur trois mois après que cinq des Etats mentionnés au paragraphe 1 de l'article 19 de la présente Convention l'ont signée sans réserve de ratification ou ont déposé leur instrument de ratification ou d'adhésion.

2. A l'égard de tout Etat qui signe la présente Convention sans réserve de ratification, qui la ratifie ou y adhère, après que cinq Etats ont soit signé la Convention sans réserve de ratification, soit déposé leur instrument de ratification ou d'adhésion, la présente Convention entre en vigueur trois mois après que ledit Etat a signé sans réserve de ratification ou déposé son instrument de ratification ou d'adhésion.

Article 21.

1. La présente Convention est conclue pour une durée illimitée. Toutefois, toute Partie Contractante peut la dénoncer à tout moment après la date de son entrée en vigueur, telle qu'elle est fixée à l'article 20 de la présente Convention.

2. La dénonciation est notifiée par un instrument écrit déposé auprès du Secrétaire Général du Conseil.

3. La dénonciation prend effet six mois après la réception de l'instrument de dénonciation par le Secrétaire Général du Conseil.

Article 22.

1. Les Parties Contractantes, réunies dans les conditions prévues à l'article 17 ci-dessus, peuvent recommander des amendements à la présente Convention.

2. Le texte de tout amendement ainsi recommandé est communiqué par le Secrétaire Général du Conseil à toutes les Parties Contractantes, à tous les autres Etats signataires, au Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies et au Directeur Général de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture (UNESCO).

3. Dans un délai de six mois à compter de la date de la communication de l'amendement recommandé, toute Partie Contractante peut faire connaître au Secrétaire Général du Conseil:

(*a*) soit qu'elle a une objection à l'amendement recommandé;

(*b*) soit que, bien qu'elle ait l'intention d'accepter l'amendement recommandé, les conditions nécessaires à cette acceptation ne se trouvent pas encore remplies dans son pays.

4. Aussi longtemps qu'une Partie Contractante qui a adressé la communication prévue ci-dessus au paragraphe 3 (*b*) n'a pas notifié son acceptation au Secrétaire Général du Conseil, elle peut, pendant un délai de neuf mois à partir de l'expiration du délai de six mois prévu au paragraphe 3 du présent article, présenter une objection à l'amendement recommandé.

5. Si une objection à l'amendement recommandé est formulée dans les conditions prévues aux paragraphes 3 et 4 du présent article, l'amendement est considéré comme n'ayant pas été accepté et reste sans effet.

6. Si aucune objection à l'amendement recommandé n'a été formulée dans les conditions prévues aux paragraphes 3 et 4 du présent article, l'amendement est réputé accepté à la date suivante:

(*a*) lorsqu'aucune Partie Contractante n'a adressé de communication en application du paragraphe 3 (*b*) du présent article, à l'expiration du délai de six mois visé à ce paragraphe 3;

(*b*) lorsqu'une ou plusieurs Parties Contractantes ont adressé une communication en application du paragraphe 3 (*b*) du présent article, à la plus rapprochée des deux dates suivantes:

(i) date à laquelle toutes les Parties Contractantes ayant adressé une telle communication ont notifié au Secrétaire Général du Conseil leur acceptation de l'amendement recommandé, cette date étant toutefois reportée à l'expiration du délai de six mois visé au paragraphe 3 du présent article si toutes les acceptations ont été notifiées antérieurement à cette expiration;

(ii) date d'expiration du délai de neuf mois visé au paragraphe 4 du présent article.

7. Tout amendement réputé accepté entre en vigueur six mois après la date à laquelle il a été réputé accepté.

8. Le Secrétaire Général du Conseil notifie le plus tôt possible à toutes les Parties Contractantes et autres Etats signataires toute objection formulée conformément au paragraphe 3 (*a*) du présent article ainsi que toute communication adressée conformément au paragraphe 3 (*b*). Il fait savoir ultérieurement à toutes les Parties Contractantes et autres Etats signataires si la ou les Parties Contractantes qui ont adressé une telle communication élèvent une objection contre l'amendement recommandé ou l'acceptent.

9. Tout Etat qui ratifie la présent Convention ou y adhère est réputé avoir accepté les amendements entrés en vigueur à la date du dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion.

Article 23.

1. Tout Etat peut, soit au moment de la signature sans réserve de ratification, de la ratification ou de l'adhésion, soit ultérieurement, notifier au Secrétaire Général du Conseil que la présente Convention s'étend à l'ensemble ou à certains des territoires dont les relations internationales sont placées sous sa responsabilité ou dont il assume la responsabilité internationale. Cette notification prend effet trois mois après la date à laquelle le Secrétaire Général la recoit. Toutefois, la Convention ne peut devenir applicable aux territoires désignés dans la notification avant qu'elle ne soit entrée en viguer à l'ègard de l'Etat intéressé.

2. Tout Etat ayant, en application du paragraphe 1 du présent article, notifié que la présente Convention s'étend à un territoire dont les relations internationales sont placées sous sa responsabilité ou dont il assume la responsabilité internationale, peut notifier au Secrétaire Général du Conseil, conformément aux dispositions de l'article 21 de la présente Convention, que ce territoire cessera d'appliquer la Convention.

Article 24.

Aucune réserve à la présente Convention n'est admise.

Article 25.

Le Secrétaire Général du Conseil notifie à toutes les Parties Contractantes ainsi qu'aux autres Etats signataires, au Secrétaire Général des Nations Unies et au Directeur Général de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture (UNESCO):

(*a*) les signatures, ratifications et adhésions visées à l'article 19 de la présente Convention;

(*b*) la date à laquelle la présente Convention entre en vigueur conformément à l'article 20;

(*c*) les dénonciations reçues conformément à l'article 21;

(*d*) les amendements réputés acceptés conformément à l'article 22 ainsi que la date de leur entrée en vigueur;

(*e*) les notifications reçues conformément à l'article 23.

Article 26.

Conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies, la présente Convention sera enregistrée au Secrétariat des Nations Unies à la requête du Secrétaire Général du Conseil.

En foi de quoi les soussignés à ce dûment autorisés ont signé la présente Convention.

FAIT à Bruxelles, le onze juin mil neuf cent soixante-huit, en langues française et anglaise, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé auprès du Secrétaire Général du Conseil qui en transmettra des copies certifiées conformes à tous les Etats visés au paragraphe 1 de l'article 19 de la présente Convention.

Pour l'Afghanistan:

Pour l'Afrique du sud (Rép. d'):

Pour l'Albanie:

Pour l'Algérie:

Pour l'Allemagne (Rép. Féd. d'):

Pour l'Arabie Saoudite:

Pour l'Argentine:

Pour l'Australie:

Pour l'Autriche:

Pour la Barbade:

Pour la Belgique:

Pour la Biélorussie (RSS de):

Pour la Birmanie:

Pour la Bolivie:

Pour le Botswana:

Pour le Brésil:

Pour la Bulgarie:

Pour le Burundi:

Pour le Cambodge:

Pour le Cameroun:

Pour le Canada:

Pour Ceylan:

Pour le Chili:

Pour la Chine (Rép. de):

Pour Chypre:

Pour la Colombie:

Pour le Congo (Brazzaville):

Pour le Congo (Kinshasa):

Pour la Corée (Rép. de):

Pour le Costa-Rica:

Pour la Côte d'Ivoire:

Pour Cuba:

Pour le Dahomey:

Pour le Danemark:

Pour l'Equateur:

Pour l'Espagne:

Pour les Etats-Unis d'Amérique:

Pour l'Ethiopie:

Pour la Finlande:

Pour la France:

Pour le Gabon:

Pour la Gambie:

Pour le Ghana:

Pour la Grèce:

Pour le Guatemala:

Pour la Guinée:

Pour la Guyane:

Pour Haïti:

Pour le Haute-Volta:

Pour le Honduras:

Pour la Hongrie:

Pour l'Inde:

Pour l'Indonésie:

Pour l'Iran:

Pour l'Irak:

Pour l'Irlande:

Pour l'Islande:

Pour Israel:

Pour l'Italie:

Pour la Jamaique:

Pour le Japon:

Pour la Jordanie:

Pour le Kenya:

Pour le Koweit:

Pour le Laos:

Pour le Lesotho:

Pour le Liban:

Pour le Libéria:

Pour la Libye:

Pour le Luxembourg:

Pour Madagascar:

Pour la Malaisie:

Pour le Malawi:

Pour le Mali:

Pour Malte:

Pour le Maroc:

Pour la Mauritanie:

Pour le Mexique:

Pour la Mongolie:

Pour le Népal:

Pour le Nicaragua:

Pour le Niger:

Pour le Nigeria:

Pour la Norvège:

Pour la Nouvelle-Zélande:

Pour l'Ouganda:

Pour le Pakistan:

Pour le Panama:

Pour le Paraguay:

Pour les Pays-Bas (Royaume des):

Pour le Pérou:

Pour les Philippines:

Pour la Pologne:

Pour le Portugal:

Pour la République Arabe Syrienne:

Pour la République Arabe Unie:

Pour la République Centrafricaine:

Pour la République Dominicaine:

Pour la Roumanie:

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:

Pour le Rwanda:

Pour le Salvador:

Pour le Sénégal:

Pour le Sierra Leone:

Pour Singapour:

Pour la Somalie:

Pour le Soudan:

Pour la Suède:

Pour la Suisse:

Pour la Tanzanie:

Pour le Tchad:

Pour la Tchécoslovaquie:

Pour la Thailande:

Pour le Togo:

Pour la Trinité et Tobago:

Pour la Tunisie:

Pour la Turquie:

Pour l'Ukraine (RSS d'):

Pour l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques:

Pour l'Uruguay:

Pour le Venezuela:

Pour le Viet-Nam (Rép. du):

Pour le Yémen:

Pour le Yémen du Sud:

Pour la Yougoslavie:

Pour la Zambie:

TRADUZIONE NON UFFICIALE

Nota bene. — I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nella Convenzione, fra cui il testo in lingua francese qui sopra riportato.

Convenzione doganale sulla importazione temporanea di materiale scientifico

PREAMBOLO

Le Parti Contraenti della presente Convenzione, elaborata sotto gli auspici del Consiglio di Cooperazione Doganale con l'ausilio dell'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'Educazione, la Scienza e la Cultura (UNE SCO);

Considerato che lo sviluppo della ricerca scientifica e dell'insegnamento costituisce un fattore determinante di progresso economico e sociale;

Ritenendo che l'adozione di facilitazioni generali per l'importazione temporanea in esenzione di diritti e tasse del materiale destinato alla ricerca scientifica o all'insegnamento possa contribuire efficacemente a tale scopo;

Hanno convenuto quanto segue:

Capitolo I

DEFINIZIONI

Art. 1.

Ai fini della presente Convenzione:

(*a*) per « materiale scientifico » si intendono: gli strumenti, gli apparecchi, i macchinari ed i loro accessori che vengono utilizzati ai fini della ricerca scientifica o dell'insegnamento;

(*b*) per « diritti e tasse di importazione » si intendono i diritti doganali e tutti gli altri tributi, tasse, o altre imposizioni che vengono riscosse all'importazione o in occasione dell'importazione di merci, eccettuate le tasse e le altre imposizioni il cui ammontare è limitato al costo approssimativo dei servizi resi;

(*c*) per « introduzione temporanea » si intende l'importazione temporanea in esenzione di diritti e tasse di importazione, senza proibizioni nè restituzioni all'importazione a condizione di riesportazione;

(*d*) per « enti approvati » si intendono gli istituti scientifici od educativi pubblici o privati, il cui fine sia essenzialmente non di lucro, abilitati dalle competenti autorità del paese d'importazione a ricevere il materiale scientifico in introduzione temporanea;

(*e*) per « ratifica » si intende la ratifica propriamente detta, l'accettazione o l'approvazione;

(*f*) per « Consiglio » si intende l'organizzazione istituita dalla Convenzione per la creazione di un Consiglio di Cooperazione Doganale adottata a Bruxelles il 15 dicembre 1950.

Capitolo II

CAMPO DI APPLICAZIONE

Art. 2.

Ogni parte contraente s'impegna ad accordare l'introduzione temporanea:

(*a*) al materiale scientifico destinato ad essere utilizzato sul proprio territorio, unicamente ai fini della ricerca scientifica o dell'insegnamento;

(*b*) ai pezzi di ricambio relativi al materiale scientifico di cui è concessa l'introduzione temporanea ai sensi del precedente paragrafo (*a*);

(*c*) agli strumenti concepiti specialmente per la manutenzione, il controllo, la calibratura o la riparazione del materiale scientifico utilizzato sul proprio territorio esclusivamente ai fini della ricerca scientifica o dell'insegnamento.

Art. 3.

L'introduzione temporanea del materiale scientifico, dei pezzi di ricambio e degli strumenti può essere subordinata alle seguenti condizioni:

(*a*) che essi siano importati da enti autorizzati ed utilizzati sotto il controllo e la responsabilità di detti enti;

(*b*) che siano utilizzati, nei paesi ove sono importati, per scopi non commerciali;

(*c*) che siano importati in numero ragionevole, tenuto conto della loro destinazione;

(*d*) che siano chiaramente identificabili al momento della riesportazione;

(*e*) che restino durante la permanenza nel paese d'importazione, di proprietà di una persona fisica domiciliata all'estero o di una persona giuridica avente sede all'estero.

Art. 4.

Ogni parte contraente può sospendere, del tutto o in parte, gli obblighi assunti in base alla presente Convenzione qualora prodotti di valore scientifico equivalente a quello del materiale scientifico o dei pezzi di ricambio la cui introduzione temporanea è concessa vengano prodotti e siano disponibili nel paese d'importazione.

Capitolo III

DISPOSIZIONI SPECIALI

Art. 5.

Ogni parte contraente si impegna, ogni qualvolta lo ritenga possibile, a non esigere un deposito di garanzia per l'ammontare dei diritti e tasse di importazione e ad accontentarsi di un impegno scritto. Tale impegno potrà venir richiesto sia per ogni importazione che a titolo generale per un determinato periodo o, se del caso, per tutta la durata dell'autorizzazione accordata all'ente.

Art. 6.

1. — Il materiale scientifico di cui è stata concessa l'introduzione temporanea dovrà essere riesportato entro sei mesi a partire dalla data di importazione. Tuttavia, le autorità doganali del paese che ha importato temporaneamente detto materiale potranno pretendere che il materiale venga riesportato entro un limite di tempo più breve ritenuto sufficiente per il raggiungimento dello scopo di detta importazione temporanea.

2. — Le autorità doganali potranno, per motivi validi, concedere un limite di tempo maggiore o prorogare il limite inizialmente concesso.

3. — Qualora tutto o una parte del materiale scientifico in importazione temporanea non possa essere riesportato in seguito a un sequestro, e tale sequestro non sia stato effettuato su richiesta di privati, l'obbligo della riesportazione sarà sospeso per tutta la durata del sequestro.

Art. 7.

La riesportazione del materiale scientifico in importazione temporanea potrà effettuarsi attraverso una o più spedizioni, tramite qualsiasi ufficio doganale abilitato a tali operazioni anche se diverso dall'ufficio doganale d'importazione.

Art. 8.

Il materiale scientifico in importazione temporanea potrà avere una destinazione diversa dalla riesportazione ed in particolare essere destinato al consumo in-

terno a condizione che siano state soddisfatte le condizioni e le formalità previste dalle leggi e dai regolamenti del paese di importazione temporanea.

Art. 9.

In caso di incidente debitamente accertato, nonostante l'obbligo della riesportazione previsto dalla presente Convenzione, la riesportazione di tutto o parte del materiale scientifico gravemente danneggiato non sarà più richiesta a condizione che esso sia, a seconda delle decisioni delle autorità doganali:

(*a*) soggetto a diritti e tasse di importazione dovuti nel caso specifico, o

(*b*) ceduto gratuitamente all'Erario del paese di importazione temporanea, o

(*c*) distrutto, sotto controllo ufficiale, e senza gravami per l'Erario del paese di importazione temporanea.

Art. 10.

Le disposizioni previste all'art. 9 si applicheranno anche ai pezzi che sono stati sostituiti in seguito alla riparazione del materiale scientifico o alle modifiche apportate ad esso durante la sua permanenza nel territorio d'importazione temporanea.

Art. 11.

Le disposizioni degli articoli da 6 a 9 si applicheranno anche ai pezzi di ricambio e agli strumenti citati all'art. 2.

Capitolo IV

DISPOSIZIONI VARIE

Art. 12.

1. — Ogni parte contraente dovrà ridurre al minimo le formalità doganali relative alle facilitazioni previste dalla presente Convenzione e provvederà a pubblicare, nel più breve tempo possibile, tutte le disposizioni regolanti tali formalità.

2. — All'entrata ed all'uscita, le operazioni di controllo e di sdoganamento del materiale scientifico saranno, per quanto possibile ed opportuno, effettuate nel luogo ove il materiale dovrà essere utilizzato.

Art. 13.

Le disposizioni della presente Convenzione contemplano il minimo delle facilitazioni e non ostacolano l'applicazione delle facilitazioni maggiori che alcune parti contraenti accordano o accorderanno, sia attraverso disposizioni adottate unilateralmente, che in virtù di accordi bilaterali o multilaterali.

Art. 14.

Ai fini della presente Convenzione, i territori delle parti contraenti che formano una unione doganale od economica potranno essere considerati come un solo territorio.

Art. 15.

Le disposizioni della presente Convenzione non ostacoleranno l'applicazione di divieti o restrizioni contemplati dalle leggi e dai regolamenti nazionali e basati su considerazioni di carattere morale o di ordine pubblico, di pubblica sicurezza, d'igiene o sanità pubblica, o relative alla protezione dei brevetti o dei marchi di fabbrica.

Art. 16.

Qualsiasi infrazione alle disposizioni della presente Convenzione, qualsiasi sostituzione, falsa dichiarazione o attività diretta intesa a far beneficiare indebitamente una persona (fisica o giuridica) o del materiale delle facilitazioni previste dalla presente Convenzione, rende il trasgressore, nel paese ove è stata commessa l'infrazione, passibile delle sanzioni previste dalle leggi e dai regolamenti di tale paese e, se del caso, del pagamento dei diritti e tasse esigibili all'importazione.

Capitolo V

CLAUSOLE FINALI

Art. 17.

1. — Le parti contraenti si riuniranno, qualora sia necessario, per esaminare le condizioni nelle quali la presente Convenzione verrà applicata e, in particolare, individuare i provvedimenti adeguati ad assicurare la uniformità della sua interpretazione ed applicazione.

2. — Tali riunioni saranno indette dal Segretario generale del Consiglio, su richiesta di una parte contraente e, salvo decisione contraria delle parti contraenti, tali riunioni avranno luogo presso la sede del Consiglio.

3. — Le parti contraenti formuleranno il regolamento interno delle loro riunioni. Le decisioni delle parti contraenti verranno adottate a maggioranza dei due terzi dei presenti partecipanti alla votazione.

4. — Le parti contraenti non potranno pronunciarsi validamente su una questione se più della metà di esse non sarà presente.

Art. 18.

1. — Ogni controversia fra le parti contraenti relativa all'interpretazione o all'applicazione della presente Convenzione dovrà, per quanto possibile, essere composta mediante negoziati diretti fra le parti.

2. — Qualsiasi controversia la cui soluzione non abbia potuto essere raggiunta attraverso negoziati diretti, verrà sottoposta, dalle parti in causa, alle parti contraenti riunite secondo le modalità previste all'art. 17 della presente Convenzione, che esamineranno la controversia stessa e faranno le raccomandazioni del caso ai fini della soluzione.

3. — Le parti della controversia potranno convenire preventivamente di accettare le raccomandazioni delle parti contraenti.

Art. 19.

1. — Ogni Stato membro del Consiglio e ogni Stato membro delle Nazioni Unite o delle sue organizzazioni specializzate potrà divenire parte contraente della presente Convenzione:

(*a*) firmandola, senza riserva di ratifica;

(*b*) depositando uno strumento di ratifica dopo averla firmata con riserva di ratifica; o

(*c*) aderendovi.

2. — La presente Convenzione resterà fino al 30 giugno 1969, presso la sede del Consiglio a Bruxelles, aperta alla firma degli Stati citati al paragrafo 1 del presente articolo. Dopo tale data, essa resterà aperta alla loro adesione.

3. — Ogni Stato non membro delle organizzazioni citate al paragrafo 1 del presente articolo, che abbia ricevuto un invito a tale scopo dal Segretario generale del Consiglio su richiesta delle parti contraenti, può divenire parte contraente della presente Convenzione aderendovi dopo la sua entrata in vigore.

4. — Gli strumenti di ratifica o di adesione saranno depositati presso il Segretario generale del Consiglio.

Art. 20.

1. — La presente Convenzione entrerà in vigore tre mesi dopo la data in cui almeno cinque degli Stati citati al paragrafo 1 dell'art. 19 della presente Convenzione l'avranno firmata senza riserva di ratifica o avranno depositato il loro strumento di ratifica o di adesione.

2. — Per tutti gli Stati che firmino la presente Convenzione senza riserva di ratifica, che la ratifichino o vi aderiscano dopo che cinque Stati hanno firmato la Convenzione senza riserva di ratifica, o depositato il loro strumento di ratifica o di adesione, la presente Convenzione entrerà in vigore tre mesi dopo la data in cui lo Stato in questione ha firmato senza riserva di ratifica o depositato il proprio strumento di ratifica o di adesione.

Art. 21.

1. — La presente Convenzione resterà in vigore a tempo indeterminato. Tuttavia, ogni parte contraente la potrà denunciare in ogni momento dopo la data della sua entrata in vigore, basata sull'art. 20 della Convenzione stessa.

2. — La denuncia sarà notificata mediante uno strumento scritto depositato presso il Segretario generale del Consiglio.

3. — La denuncia avrà efficacia sei mesi dopo che lo strumento di denuncia sarà stato ricevuto dal Segretario generale del Consiglio.

Art. 22.

1. — Le parti contraenti, riunite secondo le condizioni previste all'art. 17 summenzionato, potranno proporre degli emendamenti alla presente Convenzione.

2. — Il testo di ogni emendamento così proposto sarà comunicato dal Segretario generale del Consiglio a tutte le parti contraenti, a tutti gli altri Stati firmatari, al Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite e al Direttore generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'Educazione, la Scienza e la Cultura (UNESCO).

3. — Entro un termine di sei mesi a partire dalla data della comunicazione relativa all'emendamento proposto, ogni parte contraente potrà segnalare al Segretario generale del Consiglio:

(*a*) sia eventuali obiezioni all'emendamento proposto;

(*b*) sia che, nonostante l'intenzione di accettare l'emendamento proposto, le condizioni indispensabili per tale accettazione non sono ancora soddisfatte nel paese di cui si tratta.

4. — Fintanto che una parte contraente che abbia inviato la comunicazione prevista al precedente paragrafo 3 (*b*) del presente articolo, non avrà notificato al Segretario generale la propria accettazione, essa potrà entro nove mesi a partire dalla scadenza del termine di sei mesi previsto al paragrafo 3 del presente articolo, presentare una obiezione all'emendamento proposto.

5. — Qualora una obiezione all'emendamento proposto venga formulata alle condizioni previste dai paragrafi 3 e 4 del presente articolo, l'emendamento sarà ritenuto come non accettato e resterà privo di efficacia.

6. — Qualora non venga formulata nessuna obiezione all'emendamento proposto secondo le condizioni previste ai paragrafi 3 e 4 del presente articolo, l'emendamento sarà ritenuto accettato alla data seguente:

(*a*) nel caso che nessuna parte contraente abbia inviato alcuna comunicazione ai sensi del paragrafo 3 (*b*) del presente articolo, alla scadenza del periodo di sei mesi citato al paragrafo 3;

(*b*) nel caso che una o più parti contraenti abbiano inviato una comunicazione ai sensi del paragrafo 3 (*b*) del presente articolo, alla più vicina delle due date seguenti:

(*i*) data in cui tutte le parti contraenti che abbiano inviato tale comunicazione avranno notificato al Segretario generale del Consiglio la loro accettazione dell'emendamento proposto; tale data dovrà tuttavia riportarsi alla scadenza del periodo di sei mesi considerato al paragrafo 3 del presente articolo se tutte le accettazioni saranno state notificate prima di tale scadenza;

(*ii*) la data di scadenza del periodo di nove mesi citato al paragrafo 4 del presente articolo.

7. — Ogni emendamento considerato accettato entrerà in vigore sei mesi dopo la data in cui verrà considerato accettato.

8. — Il Segretario generale del Consiglio notificherà, nel più breve tempo possibile, a tutte le parti contraenti ed agli altri Stati firmatari, tutte le obiezioni formulate in conformità del paragrafo 3 (*a*) del presente articolo, nonchè tutte le comunicazioni inviate in base al paragrafo 3 (*b*) del presente articolo. Egli segnalerà inoltre a tutte le parti contraenti e agli altri Stati firmatari se la o le parti contraenti che avranno inviato tale comunicazione sollevano obiezioni all'emendamento proposto o lo accettano.

9. — Si riterrà che ogni Stato che ratifichi la presente Convenzione o vi aderisca, abbia accettato gli emendamenti entrati in vigore alla data del deposito del suo strumento di ratifica o di adesione.

Art. 23.

1. — Ogni Stato potrà, all'atto della firma senza riserva di ratifica, o all'atto del deposito del proprio strumento di ratifica o di adesione, o in qualsiasi altra

data successiva, notificare al Segretario generale del Consiglio che l'applicazione della presente Convenzione verrà estesa a tutti o ad alcuni dei territori delle cui relazioni internazionali esso sia responsabile o assuma la responsabilità. Tale notifica avrà efficacia tre mesi dopo la data in cui detta notifica sarà stata ricevuta dal Segretario generale. Tuttavia, la Convenzione non si applicherà ai territori indicati nella notifica prima che essa sia entrata in vigore per lo Stato interessato.

2. — Ogni Stato che abbia, in applicazione del paragrafo 1 del presente articolo, notificato l'estensione della presente Convenzione ad un territorio delle cui relazioni internazionali sia responsabile o assuma la responsabilità, potrà notificare al Segretario generale del Consiglio, in base alle disposizioni dell'art. 21 della presente Convenzione, che detto territorio cesserà di applicare la Convenzione.

Art. 24.

Non sarà ammessa alcuna riserva alla presente Convenzione.

Art. 25.

Il Segretario generale del Consiglio notificherà a tutte le parti contraenti, agli altri Stati firmatari, al Segretario generale delle Nazioni Unite e al Direttore generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'Educazione, la Scienza e la Cultura (UNESCO):

(*a*) le firme, le ratifiche e le adesioni di cui all'articolo 19 della presente Convenzione;

(*b*) la data di entrata in vigore, in base all'art. 20, della presente Convenzione;

(*c*) le denuncie ricevute in base all'art. 21;

(*d*) gli emendamenti ritenuti accettati in base all'art. 22 e la data della loro entrata in vigore;

(*e*) le notifiche ricevute in base all'art. 23.

Art. 26.

Ai sensi dell'art. 102 dello Statuto delle Nazioni Unite, la presente Convenzione sarà registrata presso il Segretariato delle Nazioni Unite a richiesta del Segretario generale del Consiglio.

In fede di che, i sottoscritti, debitamente autorizzati a tale scopo, hanno firmato la presente Convenzione.

FATTO a Bruxelles, l'11 giugno 1968, nelle lingue francese ed inglese, entrambi i testi facenti ugualmente fede, in un unico esemplare che sarà depositato presso il Segretario generale del Consiglio, il quale ne trasmetterà copie certificate conformi a tutti gli Stati citati al paragrafo 1 dell'art. 19 della presente Convenzione.

Per l'Afghanistan:

Per l'Africa del sud:

Per l'Albania:

Per l'Algeria:

Per la Germania (Rep. Fed.):

Per l'Arabia Saudita:

Per l'Argentina:

Per l'Australia:

Per l'Austria:

Per il Barbados:

Per il Belgio:

Per la Bielorussia:

Per la Birmania:

Per la Bolivia:

Per il Botswana:

Per il Brasile:

Per la Bulgaria:

Per il Burundi:

Per il Cambogia:

Per il Camerun:

Per il Canadà:

Per il Ceylon:

Per il Cile:

Per la Cina (Rep.):

Per Cipro:

Per la Colombia:

Per il Congo (Brazzaville):

Per il Congo (Kinshasa):

Per la Corea:

Per il Costa-Rica:

Per la Costa d'Avorio:

Per Cuba:

Per il Dahomey:

Per la Danimarca:

Per l'Equatore:

Per la Spagna:

Per gli Stati Uniti d'America:

Per l'Etiopia:

Per la Finlandia:

Per la Francia:

Per il Gabon:

Per la Gambia:

Per il Ghana:

Per la Grecia:

Per il Guatemala:

Per la Guinea:

Per la Guyana:

Per Haiti:

Per l'Alto Volta:

Per l'Honduras:

Per l'Ungheria:

Per l'India:

Per l'Indonesia:

Per l'Iran:

Per l'Irak:

Per l'Irlanda:

Per l'Islanda:

Per Israele:

Per l'Italia:

Per la Giamaica:

Per il Giappone:

Per la Giordania:

Per il Kenya:

Per il Kuwait:

Per il Laos:

Per il Lesotho:

Per il Libano:

Per la Liberia:

Per la Libia:

Per il Lussemburgo:

Per il Madagascar:

Per la Malaysia:

Per il Malawi:

Per il Mali:

Per Malta:

Per il Marocco:

Per la Mauritania:

Per il Messico:

Per la Mongolia:

Per il Nepal:

Per il Nicaragua:

Per il Niger:

Per la Nigeria:

Per la Norvegia:

Per la Nuova Zelanda:

Per l'Uganda:

Per il Pakistan:

Per il Panama:

Per il Paraguay:

Per i Paesi Bassi:

Per il Perù:

Per le Filippine:

Per la Polonia:

Per il Portogallo:

Per la Repubblica Araba Siriana:

Per la Repubblica Araba Unita:

Per la Repubblica Centrafricana:

Per la Repubblica Dominicana:

Per la Romania:

Per il Regno Unito di Gran Bretagna e dell'Irlanda del Nord:

Per il Ruanda:

Per El Salvador:

Per il Senegal:

Per il Sierra Leone:

Per Singapore:

Per la Somalia:

Per il Sudan:

Per la Svezia:

Per la Svizzera:

Per la Tanzania:

Per il Ciad:

Per la Cecoslovacchia:

Per la Tailandia:

Per Togo:

Per la Trinidad e Tobago:

Per la Tunisia:

Per la Turchia:

Per l'Ucraina:

Per l'Unione delle Repubbliche Socialiste Sovietiche:

Per l'Uruguay:

Per il Venezuela:

Per il Viet-Nam:

Per lo Yemen:

Per lo Yemen del Sud:

Per la Jugoslavia:

Per la Zambia:

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
MORO

LEGGE 6 dicembre 1971, n. **1105**.

Ratifica ed esecuzione dello scambio di note e dell'accordo tra l'Italia e la Jugoslavia relativi alla pesca nelle acque jugoslave, conclusi a Belgrado rispettivamente il 30 dicembre 1968 e il 16 aprile 1969.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare i seguenti atti internazionali conclusi tra l'Italia e la Jugoslavia:

Scambio di note per la proroga dell'accordo sulla pesca del 5 novembre 1965, effettuato a Belgrado il 30 dicembre 1968;

Accordo relativo alla pesca dei pescatori italiani nelle acque jugoslave e scambi di note, concluso a Belgrado il 16 aprile 1969.

Art. 2

Piena ed intera esecuzione è data agli atti internazionali di cui all'articolo precedente a decorrere dalla loro entrata in vigore in conformità rispettivamente alle clausole finali delle note e all'articolo 18 dell'accordo.

Art. 3.

All'onere di lire 700 milioni relativo all'anno finanziario 1969 si provvede a carico del fondo speciale di cui al capitolo n. 3523 dello stato di previsione della spesa del Ministero del tesoro per lo stesso anno, intendendosi all'uopo prorogato il termine di utilizzo delle suddette disponibilità, indicato dalla legge 27 febbraio 1955, n. 64.

All'onere di lire 600 milioni relativo all'anno finanziario 1970 e a quello di lire 560 milioni relativo all'anno 1971, si provvede, rispettivamente, a carico del fondo speciale di cui al capitolo n. 3523 dello stato di previsione della spesa del Ministero del tesoro per l'anno 1970 e mediante riduzione del fondo speciale di cui al capitolo n. 3523 dello stato di previsione della spesa dello stesso Ministero per l'anno 1971.

Il Ministro per il tesoro è autorizzato ad apportare, con propri decreti, le occorrenti variazioni di bilancio.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello stato.

Data a Roma, addì 6 dicembre 1971

SARAGAT

COLOMBO — MORO — FERRARI-AGGRADI — GIOLITTI — ATTAGUILE

Visto, *il Guardasigilli*: COLOMBO

Scambio di note tra l'Italia e la Jugoslavia relativo alla pesca nelle acque jugoslave, effettuato a Belgrado il 30 dicembre 1968.

NOTA VERBALE

L'Ambasciata d'Italia presenta i suoi complimenti al Segretariato di Stato per gli affari esteri della Repubblica federativa di Jugoslavia e, su istruzioni del proprio Governo, ha l'onore di confermare che tra il Segretariato di Stato per gli affari esteri e l'Ambasciata della Repubblica d'Italia è stato raggiunto l'accordo su quanto segue:

I negoziati per la stipulazione del nuovo Accordo sulla pesca dei pescatori italiani nelle acque jugoslave dovranno avere inizio nel mese di febbraio del 1969; di conseguenza, l'Accordo sulla pesca dei pescatori italiani nelle acque jugoslave firmato il 5 novembre 1965 a Belgrado con scadenza al 31 dicembre 1968 viene prorogato fino al 30 aprile 1969.

Durante il periodo di proroga le due Parti si atterranno a tutte le norme dell'Accordo ivi comprese le Lettere aggiunte 2, 3, 4 e 5, mentre il compenso per la durata del periodo di proroga verrà stabilito nell'eventuale futuro Accordo ovvero durante le prossime trattative nel mese di febbraio 1969.

L'Ambasciata d'Italia prega il Segretariato di Stato per gli affari esteri di voler confermare di essere d'accordo sul presente testo dopo di che questa Nota e quella di risposta del Segretariato di Stato per gli affari esteri saranno considerate come un Accordo tra i due Governi, il quale entrerà in vigore dopo l'approvazione da parte dei competenti organi dei due Paesi. L'Accordo nel frattempo sarà provvisoriamente applicato a partire dal 1° gennaio 1969.

L'Ambasciata d'Italia coglie l'occasione per rinnovare al Segretariato di Stato per gli affari esteri della Repubblica socialista federativa di Jugoslavia i sensi della sua più alta considerazione.

Belgrado, 30 dicembre 1968

Al Segretariato di Stato per gli affari esteri della Repubblica socialista federativa di Jugoslavia
BELGRADO

BROJ 446105

Drzavni sekretarijat za inostrane poslove Socijalisticke Federativne Republike Jugoslavije ima cast da potvrdi prijem Verbalne note Ambasade Republike Italije broj 6986 od 30 decembra 1968, godine sledeceg sadrzaja:

« L'Ambasciata d'Italia presenta i suoi complimenti al Segretariato di Stato per gli affari esteri della Repubblica socialista federativa di Jugoslavia e, su istruzioni del proprio Governo, ha l'onore di confermare che tra il Segretariato di Stato per gli affari esteri e l'Ambasciata della Repubblica d'Italia è stato raggiunto l'accordo su quanto segue:

I negoziati per la stipulazione del nuovo Accordo sulla pesca dei pescatori italiani nelle acque jugoslave dovranno avere inizio nel mese di febbraio 1969; di conseguenza, l'Accordo sulla pesca dei pescatori italiani nelle acque jugoslave firmato il 5 novembre 1965 a Belgrado con scadenza al 31 dicembre 1968 viene prorogato fino al 30 aprile 1969.

Durante il periodo di proroga le due Parti si atterranno a tutte le norme dell'Accordo ivi comprese le Lettere aggiunte 2, 3, 4 e 5, mentre il compenso per la durata del periodo di proroga verrà stabilito nell'eventuale futuro Accordo ovvero durante le prossime trattative nel mese di febbraio 1969.

L'Ambasciata d'Italia prega il Segretariato di Stato per gli affari esteri di voler confermare di essere d'accordo sul presente testo dopo di che questa Nota e quella di risposta del Segretariato di Stato per gli affari esteri saranno considerate come un Accordo tra i due Governi, il quale entrerà in vigore dopo l'approvazione da parte dei competenti organi dei due Paesi. L'Accordo nel frattempo sarà provvisoriamente applicato a partire dal 1° gennaio 1969.

L'Ambasciata d'Italia coglie l'occasione per rinnovare al Segretariato di Stato per gli affari esteri della Repubblica socialista federativa di Jugoslavia i sensi della sua più alta considerazione ».

Drzavni sekretarijat za inostrane poslove, po nalogu svoje vlade, ima cast izvestiti da je saglasan sa napred iznetim.

Drzavni sekretarijat za inostrane poslove koristi i ovu priliku da Ambasadi Republike Italije ponovi izraze svog visokog postovanja.

Beograd, 30. decembra 1968, godine

Ambassadi Republike Italije - BEOGRAD

(*Traduzione*)

NOTA VERBALE

Il Segretariato di Stato per gli affari esteri della Repubblica socialista federativa di Jugoslavia ha l'onore di confermare la ricezione della Nota verbale dell'Ambasciata d'Italia n. 6986 del 30 dicembre 1968 del seguente tenore:

... *omissis* ...

Il Segretariato di Stato per gli affari esteri ha l'onore di comunicare, su istruzioni del proprio Governo, di essere d'accordo su quanto precede.

Il Segretariato di Stato per gli affari esteri si avvale anche di questa occasione per rinnovare all'Ambasciata d'Italia i sensi della sua più alta considerazione.

Belgrado, 30 dicembre 1968

ACCORDO TRA IL GOVERNO DELLA REPUBBLICA ITALIANA E IL GOVERNO DELLA REPUBBLICA SOCIALISTA FEDERATIVA DI JUGOSLAVIA RELATIVO ALLA PESCA DA PARTE DEI PESCATORI ITALIANI NELLE ACQUE JUGOSLAVE

Il Governo della Repubblica italiana e il Governo della Repubblica socialista federativa di Jugoslavia, nel desiderio di rafforzare la collaborazione ed i rapporti di buon vicinato già così felicemente stabiliti, hanno

convenuto di stipulare il presente Accordo attraverso i loro rappresentanti sottoscritti, debitamente autorizzati:

Articolo 1

Il Governo della Repubblica socialista federativa di Jugoslavia permetterà alle navi da pesca italiane di pescare con reti a strascico nelle acque jugoslave:

a) nella regione dell'isola Dugi Otok: nella zona delimitata dal rilevamento 50° del faro di Veli-rati e dal rilevamento 50° del punto trigonometrico 149 (Murovnjak), a partire dall'inizio del quarto miglio nautico fino al decimo miglio nautico incluso, dalla costa della isola suddetta verso il mare aperto. Detta zona è definita dai seguenti punti segnati e tra loro collegati come graficamente precisato nelle carte nautiche nn. II, III, IV e V allegate all'Accordo relativo alla pesca da parte dei pescatori italiani nelle acque jugoslave stipulato a Belgrado il 5 novembre 1965 tra il Governo della Repubblica italiana e il Governo della Repubblica socialista federativa di Jugoslavia e che sono parte integrante del presente Accordo:

A) Latit. — 44° 07′ 12″ N
Long. — 14° 46′ 12″ E

B) Latit. — 44° 03′ 10″ N
Long. — 14° 53′ 12″ E

C) Latit. — 43° 58′ 24″ N
Long. — 14° 58′ 48″ E

D) Latit. — 43° 53′ 38″ N
Long. — 15° 03′ 06″ E

E) Latit. — 43° 51′ 00″ N
Long. — 15° 07′ 24″ E

F) Latit. — 43° 46′ 30″ N
Long. — 15° 00′ 00″ E

G) Latit. — 43° 49′ 08″ N
Long. — 14° 55′ 30″ E

H) Latit. — 43° 53′ 54″ N
Long. — 14° 51′ 12″ E

I) Latit. — 43° 58′ 40″ N
Long. — 14° 45′ 36″ E

L) Latit. — 44° 02′ 42″ N
Long. — 14° 38′ 36″ E

b) nella regione delle isole Jabuka-Kamik: nella zona confinante ad Est con il meridiano che passa attraverso l'isola Kamik, a partire dall'inizio del terzo miglio nautico fino al decimo miglio nautico incluso, dalla costa delle isole suddette verso il mare aperto. Detta zona è definita dai seguenti punti segnati e tra loro collegati come graficamente precisato nelle carte nautiche nn. II, III, VI e VII allegate al citato Accordo del 5 novembre 1965 e che sono parte integrante del presente Accordo:

A) Latit. — 43° 10′ 53″ N
Long. — 15° 39′ 10″ E

B) Latit. — 43° 11′ 18″ N
Long. — 15° 43′ 00″ E

C) Latit. — 43° 03′ 18″ N
Long. — 15° 43′ 00″ E

D) Latit. — 42° 59′ 18″ N
Long. — 15° 43′ 00″ E

E) Latit. — 42° 51′ 14″ N
Long. — 15° 43′ 00″ E

F) Latit. — 42° 55′ 52″ N
Long. — 15° 31′ 30″ E

Le linee curve colleganti i punti suddetti sono archi di due cerchi aventi i centri nei seguenti punti:

O) Scoglio Kamik: Latit. — 43° 01′ 18″ N
Long. — 15° 43′ 00″ E

P) Isola Jabuka (centro) Latit. — 43° 05′ 27″ N
Long. — 15° 27′ 42″ E

c) nella regione delle isole Palagruza-Galijula: nella zona che parte dall'inizio del quarto miglio nautico fino al decimo miglio nautico incluso, dalla costa delle isole suddette verso il mare aperto; a Nord e a Sud di questa regione il quarto miglio nautico viene contato dalla linea che congiunge le isole di Palagruza e Galijula. Detta zona è definita dai seguenti punti segnati e tra loro collegati come graficamente precisato nelle carte nautiche nn. II, III, VII e VIII allegate al citato Accordo del 5 novembre 1965 e che sono parte integrante del presente Accordo:

A) Latit. — 42° 33′ 17″ N
Long. — 16° 18′ 30″ E

B) Latit. — 42° 32′ 15″ N
Long. — 16° 23′ 45″ E

C) Latit. — 42° 13′ 52″ N
Long. — 16° 11′ 48″ E

D) Latit. — 42° 12′ 52″ N
Long. — 16° 17′ 03″ E

E) Latit. — 42° 26′ 30″ N
Long. — 16° 16′ 10″ E

F) Latit. — 42° 25′ 28″ N
Long. — 16° 21′ 24″ E

G) Latit. — 42° 20′ 45″ N
Long. — 16° 14′ 09″ E

H) Latit. — 42° 19′ 42″ N
Long. — 16° 19′ 24″ E

Le linee curve colleganti i punti suddetti sono archi di due cerchi aventi i centri nei seguenti punti:

O) Capo estremo Ovest di Palagruza:
Latit. — 42° 23′ 36″ N
Long. — 16° 15′ 09″ E

P) Scoglio di Galijula:
Latit. — 42° 22′ 36″ N
Long. — 16° 20′ 27″ E

d) nella regione di Bar: nella zona delimitata dal rilevamento 26° del capo Skocidjevojka e dal rilevamento 26° del faro di punta Mendre, a partire dall'inizio del

quarto miglio nautico fino al decimo miglio nautico incluso, dalla costa verso il mare aperto. Detta zona è definita dai seguenti punti segnati e tra loro collegati come graficamente precisato nelle carte nautiche numeri II, III, IX e X allegate al citato Accordo del 5 novembre 1965 e che sono parte integrante del presente Accordo:

A) Latit. — 42° 10′ 24″ N
Long. — 18° 52′ 52″ E

B) Latit. — 42° 00′ 12″ N
Long. — 19° 05′ 18″ E

C) Latit. — 41° 56′ 57″ N
Long. — 19° 05′ 04″ E

D) Latit. — 41° 54′ 24″ N
Long. — 19° 07′ 25″ E

E) Latit. — 41° 48′ 02″ N
Long. — 19° 03′ 20″ E

F) Latit. — 41° 52′ 48″ N
Long. — 18° 57′ 18″ E

G) Latit. — 41° 58′ 00″ N
Long. — 18° 55′ 48″ E

H) Latit. — 42° 04′ 12″ N
Long. — 18° 48′ 38″ E

Articolo 2

Durante il periodo di validità del presente Accordo, le navi da pesca italiane potranno pescare:

a) nell'anno 1969 in un numero complessivo di 165 così ripartite: nella zona dell'isola Dugi Otok n. 45; nella zona delle isole Jabuka Kamik n. 35; nella zona delle isole Palagruza Galijula n. 70; nella zona di Bar n. 15;

b) nell'anno 1970 in un numero complessivo di 150 così ripartite: nella zona dell'isola Dugi Otok n. 40; nella zona delle isole Jabuka Kamik n. 30; nella zona delle isole Palagruza Galijula n. 65; nella zona di Bar n. 15;

c) nell'anno 1971 in un numero complessivo di 140 così ripartite: nella zona dell'isola Dugi Otok n. 35; nella zona delle isole Jabuka Kamik n. 25; nella zona delle isole Palagruza Galijula n. 65; nella zona di Bar n. 15.

Le navi da pesca italiane alle quali è permessa la pesca nelle zone indicate nel primo comma del presente articolo, dovranno avere motori di potenza non inferiore a 80 HPA e non superiore a 220 HPA. In deroga a quanto precede, un numero massimo complessivo di 10 navi potranno avere motori di potenza fino ad un massimo di 250 HPA; le navi da pesca munite di autorizzazione speciale per la zona di Bar potranno avere motori di potenza fino ad un massimo di 350 HPA.

In ogni caso tutte le navi previste nel presente articolo non dovranno avere una stazza lorda superiore a 80 tonnellate.

Fermo restando il numero complessivo massimo di navi fissato ai sensi del primo comma del presente articolo per ciascun anno di applicazione del presente Accordo, il Governo italiano potrà, in occasione dell'invio delle autorizzazioni speciali per l'apposizione del visto ai sensi dell'art. 5, aumentare di non oltre 10 unità il numero massimo di navi fissato per la zona di Bar diminuendo in correlazione il numero delle navi autorizzate a pescare in una o più delle altre zone concesse.

Articolo 3

Le navi da pesca italiane alle quali è permessa la pesca nelle zone previste dal presente Accordo potranno pescare, per il periodo della validità del presente Accordo, dal 1° gennaio al 30 aprile e dal 1° settembre al 31 dicembre.

Articolo 4

Le navi da pesca italiane saranno munite dell'autorizzazione speciale per la pesca nelle zone convenute, rilasciata dal Ministero della marina mercantile italiano, Direzione generale della pesca marittima. Questa autorizzazione sarà redatta conformemente al modello I allegato al citato Accordo del 5 novembre 1965 e che è parte integrante del presente Accordo.

La nave da pesca italiana può ottenere l'autorizzazione speciale per la pesca soltanto per una delle zone convenute e per il periodo di tempo indicato nell'autorizzazione stessa, la cui durata, di regola, non sarà inferiore a 4 mesi. La validità di tale autorizzazione in ogni caso cessa il giorno della scadenza della validità del presente Accordo.

L'autorizzazione speciale sarà valida a partire dal giorno in cui le competenti Autorità jugoslave avranno comunicato di aver dato il loro consenso mediante la apposizione del visto sull'autorizzazione speciale stessa.

Articolo 5

Il Governo della Repubblica italiana farà pervenire al Governo della Repubblica socialista federativa di Jugoslavia, per il consenso, le autorizzazioni speciali per la pesca nelle zone previste dal presente Accordo.

Il Governo della Repubblica socialista federativa di Jugoslavia restituirà al Governo della Repubblica italiana, entro il termine massimo di 30 giorni dalla ricezione, le autorizzazioni speciali debitamente vistate. Entro il medesimo termine di 30 giorni esso indicherà anche le autorizzazioni cui non abbia ritenuto di dare il suo consenso e che potranno quindi essere sostituite.

Se il visto è stato negato per il non gradimento del comandante della nave, da parte italiana potrà essere presentata altra autorizzazione speciale per la stessa nave, ma con un diverso comandante.

Nel caso che, nel corso della stagione di pesca, si verifichi la sostituzione del comandante di una nave munita dell'autorizzazione speciale per la pesca, il visto relativo a tale sostituzione verrà apposto sull'autorizzazione speciale a cura della Rappresentanza diplomatica jugoslava a Roma.

Articolo 6

Le navi da pesca italiane munite di permesso di pesca nelle zone previste dal presente Accordo hanno l'obbligo, durante la navigazione nel mare territoriale jugoslavo, oppure verso la zona concessa per la pesca e durante il ritorno verso il mare libero, ovvero durante l'esercizio della pesca nella zona concessa, di tenere esposti ben visibili i segnali e le luci in base alle quali si possa stabilire che si tratta di navi da pesca.

Oltre ai segnali ed alle luci previste dalle norme jugoslave intese a prevenire gli abbordi di mare, le navi di cui al precedente comma hanno anche l'obbligo di esporre i seguenti segnali e luci speciali:

a) di giorno: un pallone di colore nero avente 61 centimetri di diametro e la bandiera del codice dei segnali « intelligenza n. 1 » in cima all'albero di mezzana o all'albero unico. La distanza tra il pallone ed il segnale di « intelligenza » non può essere inferiore ad 1 metro;

b) di notte: una luce di colore bianco al di sopra delle luci di posizione bianca e verde, in cima all'albero di mezzana o all'albero unico, visibile da ogni lato ad una distanza di almeno 2 miglia nautiche.

Articolo 7

Le navi da pesca italiane non debbono avere a bordo altri attrezzi da pesca se non quelli che servono esclusivamente alla pesca con reti a strascico.

Articolo 8

Le navi da pesca italiane avranno i documenti di bordo e gli strumenti principali che permettono la navigazione costiera diurna e notturna, nonché una copia del presente Accordo ed una copia della carta nautica in cui è segnata la zona di pesca concessa nella quale ogni singola nave ha diritto di pescare.

Articolo 9

Le navi da pesca italiane si manterranno ad una distanza di mezzo miglio nautico dai segnali jugoslavi che indicano la posizione delle luci e delle reti da circuizione per la pesca del pesce pelagico e ad una distanza di almeno 500 metri dai segnali indicanti la posizione delle reti da posta, dei parangali e delle nasse nonché dalle altre navi in esercizio di pesca a strascico.

Articolo 10

Le navi da pesca italiane avranno diritto, nei casi di estrema necessità (« détresse »), di rifugiarsi nei porti seguenti: Soliscica, Rogoznica, Komiza, Velaluka e Bar.

In occasione dell'entrata in uno dei porti di cui al precedente comma ed in occasione dell'uscita da essi, i comandanti delle navi da pesca italiane dovranno presentarsi alle Autorità competenti.

La nave da pesca italiana che si sia rifugiata in uno dei porti indicati al primo comma, abbandonerà il porto stesso immediatamente dopo la cessazione della causa per la quale è stata costretta a rifugiarvisi.

Appena cessata la causa per la quale la nave si è rifugiata nel porto, il comandante di essa ha l'obbligo di richiedere il rilascio del permesso di abbandonare il porto alle Autorità competenti le quali decideranno in merito discrezionalmente. D'altra parte, qualora le Autorità competenti ritengano che la causa per la quale si è rifugiata sia cessata e chiedano che la nave abbandoni il porto, mentre per contro il capitano della nave italiana ritenga che la causa persista, il capitano stesso è autorizzato a presentare per iscritto ed in lingua italiana le proprie osservazioni al riguardo. Qualora le Autorità competenti mantengano la propria decisione, la nave da pesca italiana ha l'obbligo di abbandonare le acque jugoslave oppure di entrare nella zona per la quale è munita di permesso speciale di pesca.

Qualora più navi da pesca italiane si trovino contemporaneamente rifugiate in uno dei porti sopra menzionati, esse abbandoneranno contemporaneamente il porto, sempreché siano in grado di riprendere la navigazione, e potranno separarsi soltanto dopo aver lasciato le acque territoriali jugoslave oppure dopo essere entrate nella zona per la quale sono munite di permesso speciale di pesca.

Articolo 11

Le navi da pesca italiane munite di permesso di pesca nelle zone previste dal presente Accordo hanno l'obbligo di tenere tutte le reti sottocoperta in locali sigillati a partire dal luogo di ingresso nel mare territoriale jugoslavo e fino al luogo di uscita dallo stesso ovvero dal luogo di ingresso nel mare territoriale jugoslavo e fino alla zona concessa per la pesca e viceversa verso il mare libero.

Le navi da pesca di cui al precedente comma che dispongono soltanto di un unico locale di stiva sottocoperta, hanno l'obbligo di avvolgere le reti in una tela cerata e metterle in un sacco alla cui bocca vi siano degli occhielli attraverso i quali si farà passare una corda che sarà annodata sigillandone le estremità con sigillo di ceralacca.

I comandanti delle navi da pesca contemplate nel primo comma del presente articolo hanno l'obbligo di sigillare le reti da pesca e di sistemarle sottocoperta prima dell'ingresso nel mare territoriale jugoslavo; i sigilli potranno essere tolti e le reti riportate in coperta soltanto dopo che la nave abbia abbandonato il mare territoriale jugoslavo ovvero sia entrata nella zona di pesca.

Allorchè una nave da pesca sosti in un porto jugoslavo a norma del primo e secondo comma dell'articolo 10 del presente Accordo e dell'articolo 10 della legge sul mare costiero, sulla fascia marittima esterna e sulla piattaforma epicontinentale della Jugoslavia, le Autorità competenti potranno permettere, su richiesta del comandante, di riportare in coperta e di dissigillare le reti, ma soltanto nel caso che le reti stesse siano bagnate o umide, allo scopo di farle asciugare ovvero ventilare, oppure quando sia necessario eseguire delle riparazioni.

Prima che la nave da pesca lasci il porto jugoslavo le reti da pesca che siano state portate in coperta e dissigillate per essere asciugate o ventilate o riparate, dovranno essere nuovamente sigillate nei modi indicati ai comma 1, 2 e 3 del presente articolo.

Articolo 12

Le competenti Autorità jugoslave avranno sempre il diritto di visita delle navi da pesca italiane durante la loro permanenza nelle zone previste nel presente Accordo.

In caso di contestazione per stabilire se una nave da pesca italiana abbia pescato nelle zone previste dal presente Accordo oppure al di fuori di esse, faranno fede le contestazioni delle Autorità jugoslave sulla base dei nomi e dei tracciati inseriti nelle carte nautiche indicate ai punti *a*), *b*), *c*), *d*), dell'articolo 1 del presente Accordo.

In caso di cattura di nave da pesca italiana, il comandante della nave jugoslava compilerà sul luogo del fermo il verbale di cattura su modulo a stampa redatto in una delle lingue jugoslave ed in italiano. Il comandante della nave jugoslava indicherà nel verbale, oltre alle ragioni della cattura, la posizione in cui la nave è stata catturata e, se la nave stava fuggendo, egli indicherà anche la posizione in cui la nave pescava, l'ora della cattura, lo stato del mare, la direzione del vento, le condizioni di visibilità, come pure se la nave catturata era munita dei documenti e istrumenti previsti dall'articolo 8 del presente Accordo.

Il comandante della nave italiana deve firmare il verbale di cattura e, in quanto non sia d'accordo su qualcuno dei fatti indicati nel verbale, può apporre le sue osservazioni sul verbale stesso, in lingua italiana.

Il comandante della nave jugoslava consegnerà al comandante della nave italiana catturata una copia conforme del verbale con le eventuali osservazioni, non appena sara compilato il verbale stesso.

Articolo 13

Le navi da pesca italiane si atterranno in tutto alle disposizioni del presente Accordo ed alle leggi della Repubblica socialista federativa di Jugoslavia.

Articolo 14

Nel caso che la nave da pesca italiana non si attenga alle leggi della Repubblica socialista federativa di Jugoslavia o alle disposizioni del presente Accordo, nel periodo in cui si trovi nelle acque jugoslave, ricadrà in pieno sotto le norme della legislazione della Repubblica socialista federativa di Jugoslavia.

In caso di recidiva, le competenti Autorità jugoslave, in aggiunta alle sanzioni previste dalla legislazione della Repubblica socialista federativa di Jugoslavia, potranno pronunciare anche la decadenza del diritto di pesca acquisito per mezzo della autorizzazione speciale. In tale caso il Governo della Repubblica italiana potrà sostituire la detta autorizzazione con un'altra equivalente per altra nave da pesca.

Le Autorità jugoslave comunicheranno in ogni caso il più presto possibile alle competenti Autorità italiane sia l'avvenuta cattura di navi da pesca italiane sia le sanzioni inflitte a carico delle navi da pesca italiane, dei comandanti o degli altri membri dell'equipaggio.

Articolo 15

In considerazione della sovrapposizione delle acque territoriali dei due Stati contraenti nel Golfo di Trieste, il Governo della Repubblica italiana e il Governo della Repubblica socialista federativa di Jugoslavia hanno convenuto, esclusivamente ai sensi del presente Accordo e per il tempo della sua durata, di destinare per lo sfruttamento da parte dei pescatori dei due Paesi, la zona centrale del golfo stesso, nella quale le acque territoriali dei due Paesi prevalentemente si sovrappongono. Detta zona è delimitata dalle linee congiungenti i seguenti punti:

A) Latit. — 45° 35′ 42″ N
Long. — 13° 23′ 25″ E

B) Latit. — 45° 40′ 20″ N
Long. — 13° 35′ 17″ E

C) Latit. — 45° 37′ 16″ N
Long. — 13° 37′ 50″ E

D) Latit. — 45° 32′ 37″ N
Long. — 13° 26′ 03″ E

La rappresentazione grafica di questa zona è precisata nelle carte nautiche nn. II, III, XI e XII allegate all'Accordo relativo alla pesca da parte dei pescatori italiani nelle acque jugoslave stipulato a Belgrado il 5 novembre 1965 tra il Governo della Repubblica italiana e il Governo della Repubblica socialista federativa di Jugoslavia e che sono parte integrante del presente Accordo.

Articolo 16

In caso di grave violazione del presente Accordo compiuta da una delle Parti contraenti, l'altra Parte potrà denunciarlo con un mese di preavviso.

Articolo 17

Come compenso per l'esercizio della pesca da parte dei pescatori italiani, conformemente all'articolo 1 del presente Accordo, il Governo della Repubblica italiana verserà al Governo della Repubblica socialista federativa di Jugoslavia una somma complessiva di lire italiane un miliardo e 600 milioni così ripartita:

Lit. 440 milioni per l'anno 1969;
Lit. 600 milioni per l'anno 1970;
Lit. 560 milioni per l'anno 1971.

La somma relativa all'anno 1969 verrà pagata in una unica rata entro il 15 luglio dello stesso anno, mentre le somme relative agli anni 1970 e 1971 verranno pagate in due rate uguali di cui la prima entro il 15 gennaio e la seconda entro il 15 luglio di ciascun anno.

Il Governo della Repubblica italiana verserà le suddette somme nei termini suindicati sul conto della Banca nazionale di Jugoslavia « conto estero in lire multilaterali » presso la Banca d'Italia - Roma in favore del Governo della Repubblica socialista federativa di Jugoslavia.

Articolo 18

Il presente Accordo verrà sottoposto a ratifica in conformità delle legislazioni delle due Parti contraenti; esso entrerà in vigore il giorno dello scambio degli strumenti di ratifica, che avrà luogo a Roma, e resterà in vigore fino al 31 dicembre 1971.

FATTO a Belgrado, il 16 aprile 1969 in due originali in lingua italiana e serbo-croata facenti ugualmente fede.

Per il Governo
della Repubblica italiana
FRAGNITO

Per il Governo
della Repubblica socialista
federativa di Jugoslavia
PERIŠIČ

LETTERA N. 1

IL PRESIDENTE DELLA DELEGAZIONE ITALIANA AL PRESIDENTE DELLA DELEGAZIONE JUGOSLAVA

Belgrado, 16 aprile 1969

Signor Presidente,

in relazione all'articolo 17 dell'Accordo relativo alla pesca da parte dei pescatori italiani nelle acque jugoslave, firmato in data odierna, ho l'onore di proporLe che le disposizioni dell'Accordo stesso, qualora non fosse ancora ultimata la procedura di ratifica da parte dei due Paesi, vengano provvisoriamente applicate dal 1° maggio 1969.

Con riferimento allo Scambio di Note intervenuto a Belgrado il 30 dicembre 1968 con il quale è stata prorogata fino al 30 aprile 1969 la validità dell'Accordo sulla pesca dei pescatori italiani nelle acque jugoslave firmato il 5 novembre 1965 a Belgrado con scadenza al 31 dicembre 1968, ho l'onore di confermarLe che per il suddetto periodo di proroga verrà versata entro il 15 luglio 1969 la somma di lire 260 milioni come compenso per l'esercizio della pesca da parte dei pescatori italiani.

La somma di cui sopra verrà versata conformemente a quanto disposto nell'ultimo comma dell'articolo 17 dell'Accordo firmato in data odierna.

La prego di confermarmi l'accordo del Suo Governo su quanto precede.

Voglia gradire, Signor Presidente, gli atti della mia più alta considerazione.

Il Presidente
della Delegazione italiana
FRAGNITO

LETTERA N. 1

IL PRESIDENTE DELLA DELEGAZIONE JUGOSLAVA AL PRESIDENTE DELLA DELEGAZIONE ITALIANA

Belgrado, 16 aprile 1969

Signor Presidente,

ho l'onore di accusare ricevuta della Sua lettera in data odierna del seguente tenore:

« In relazione all'articolo 17 dell'Accordo relativo alla pesca da parte dei pescatori italiani nelle acque jugoslave, firmato in data odierna, ho l'onore di proporLe che le disposizioni dell'Accordo stesso, qualora non fosse ancora ultimata la procedura di ratifica da parte dei due Paesi, vengano provvisoriamente applicate dal 1° maggio 1969.

Con riferimento allo Scambio di Note intervenuto a Belgrado il 30 dicembre 1968 con il quale è stata prorogata fino al 30 aprile 1969 la validità dell'Accordo sulla pesca dei pescatori italiani nelle acque jugoslave firmato il 5 novembre 1965 a Belgrado con scadenza al 31 dicembre 1968, ho l'onore di confermarLe che per il suddetto periodo di proroga verrà versata entro il 15 luglio 1969 la somma di lire 260 milioni come compenso per l'esercizio della pesca da parte dei pescatori italiani.

La somma di cui sopra verrà versata conformemente a quanto disposto nell'ultimo comma dell'articolo 17 dell'Accordo firmato in data odierna.

La prego di confermarmi l'accordo del Suo Governo su quanto precede ».

Ho l'onore di confermarLe che il mio Governo è d'accordo su quanto precede.

Voglia gradire, Signor Presidente, gli atti della mia più alta considerazione.

Il Presidente
della Delegazione Jugoslava
PERIŠIČ

LETTERA N. 2

IL PRESIDENTE DELLA DELEGAZIONE JUGOSLAVA AL PRESIDENTE DELLA DELEGAZIONE ITALIANA

Belgrado, 16 aprile 1969

Signor Presidente,

con riferimento all'Accordo relativo alla pesca da parte dei pescatori italiani nelle acque jugoslave, firmato in data odierna, ho l'onore di comunicarLe che l'intesa relativa all'aumento di potenza dei motori fino ad un massimo di 350 HPA nella zona di Bar, di cui al terzo comma dell'articolo 2 del predetto Accordo, si riferisce ai motori installati su pescherecci italiani del tipo attualmente in uso con i quali si esercita la pesca con reti a strascico.

La prego di confermarmi l'accordo del Suo Governo su quanto precede.

Voglia gradire, Signor Presidente, gli atti della mia più alta considerazione.

Il Presidente
della Delegazione Jugoslava
PERIŠIČ

LETTERA N. 2

IL PRESIDENTE DELLA DELEGAZIONE ITALIANA AL PRESIDENTE DELLA DELEGAZIONE JUGOSLAVA

Belgrado, 16 aprile 1969

Signor Presidente,

ho l'onore di accusare ricevuta della Sua lettera in data odierna del seguente tenore:

« Con riferimento all'Accordo relativo alla pesca da parte dei pescatori italiani nelle acque jugoslave, firmato in data odierna, ho l'onore di comunicarLe che l'intesa relativa all'aumento di potenza dei motori fino ad un massimo di 350 HPA nella zona di Bar, di cui al terzo comma dell'articolo 2 del predetto Accordo, si riferisce ai motori installati su pescherecci italiani del tipo attualmente in uso con i quali si esercita la pesca con reti a strascico.

La prego di confermarmi l'accordo del Suo Governo su quanto precede ».

Ho l'onore di confermarLe che il mio Governo è d'accordo su quanto precede.

Voglia gradire, Signor Presidente, gli atti della mia più alta considerazione.

Il Presidente
della Delegazione italiana
FRAGNITO

LETTERA N. 3

IL PRESIDENTE DELLA DELEGAZIONE JUGOSLAVA
AL PRESIDENTE DELLA DELEGAZIONE ITALIANA

Belgrado, 16 aprile 1969

Signor Presidente,

ho l'onore di comunicarLe che il comma primo dell'articolo 10 dell'Accordo relativo alla pesca da parte dei pescatori italiani nelle acque jugoslave, firmato in data odierna, non esclude l'applicazione dell'articolo 10 della legge sul mare costiero, sulla fascia marittima esterna e sulla piattaforma epicontinentale della Jugoslavia, per quanto riguarda il rifugio nelle acque marittime interne a causa di forza maggiore o di pericolo sul mare.

Voglia gradire, Signor Presidente, gli atti della mia più alta considerazione.

Il Presidente
della Delegazione Jugoslava
PERIŠIČ

LETTERA N. 3

IL PRESIDENTE DELLA DELEGAZIONE ITALIANA
AL PRESIDENTE DELLA DELEGAZIONE JUGOSLAVA

Belgrado, 16 aprile 1969

Signor Presidente,

ho l'onore di accusare ricevuta della Sua lettera in data odierna del seguente tenore:

« Ho l'onore di comunicarLe che il comma primo dell'articolo 10 dell'Accordo relativo alla pesca da parte dei pescatori italiani nelle acque jugoslave, firmato in data odierna, non esclude l'applicazione dell'articolo 10 della legge sul mare costiero, sulla fascia marittima esterna e sulla piattaforma epicontinentale della Jugoslavia, per quanto riguarda il rifugio nelle acque marittime interne a causa di forza maggiore o di pericolo sul mare ».

Voglia gradire, Signor Presidente, gli atti della mia più alta considerazione.

Il Presidente
della Delegazione italiana
FRAGNITO

LETTERA N. 4

IL PRESIDENTE DELLA DELEGAZIONE JUGOSLAVA
AL PRESIDENTE DELLA DELEGAZIONE ITALIANA

Belgrado, 16 aprile 1969

Signor Presidente,

con riferimento all'Accordo relativo alla pesca da parte dei pescatori italiani nelle acque jugoslave, firmato in data odierna, ho l'onore di comunicarLe che le maglie del sacco delle reti a strascico non dovranno essere inferiori alla misura di 20 millimetri e che quelle della sopravveste delle reti stesse non dovranno essere inferiori a 40 millimetri misurate allo stato bagnato da nodo a nodo lungo uno dei lati del quadrato.

La prego di confermarmi l'accordo del Suo Governo su quanto precede.

Voglia gradire, Signor Presidente, gli atti della mia più alta considerazione.

Il Presidente
della Delegazione Jugoslava
PERIŠIČ

LETTERA N. 4

IL PRESIDENTE DELLA DELEGAZIONE ITALIANA
AL PRESIDENTE DELLA DELEGAZIONE JUGOSLAVA

Belgrado, 16 aprile 1969

Signor Presidente,

ho l'onore di accusare ricevuta della Sua lettera in data odierna del seguente tenore:

« Con riferimento all'Accordo relativo alla pesca da parte dei pescatori italiani nelle acque jugoslave, firmato in data odierna, ho l'onore di comunicarLe che le maglie del sacco delle reti a strascico non dovranno essere inferiori alla misura di 20 millimetri e che quelle della sopravveste delle reti stesse non dovranno essere inferiori a 40 millimetri misurate allo stato bagnato da nodo a nodo lungo uno dei lati del quadrato.

La prego di confermarmi l'accordo del Suo Governo su quanto precede ».

Ho l'onore di confermarLe che il mio Governo è d'accordo su quanto precede.

Voglia gradire, Signor Presidente, gli atti della mia più alta considerazione.

Il Presidente
della Delegazione italiana
FRAGNITO

LETTERA N. 5

IL PRESIDENTE DELLA DELEGAZIONE ITALIANA
AL PRESIDENTE DELLA DELEGAZIONE JUGOSLAVA

Belgrado, 16 aprile 1969

Signor Presidente,

con riferimento all'Accordo relativo alla pesca da parte dei pescatori italiani nelle acque jugoslave, firmato in data odierna, ho l'onore di proporLe che in caso di cambiamento del proprietario o dell'armatore di una nave da pesca italiana munita dell'autorizzazione

speciale rilasciata ai sensi dell'articolo 4 del predetto Accordo, che si verifichi nel corso della validità della autorizzazione stessa, tale autorizzazione rimarrà ugualmente valida per quella determinata nave.

La parte italiana in questo caso, tramite la propria Rappresentanza diplomatica a Belgrado, notificherà al Segretariato di Stato per gli affari esteri il predetto cambiamento entro 30 giorni dal giorno in cui il cambiamento stesso ha avuto luogo.

La prego confermarmi l'accordo del Suo Governo su quanto precede.

Voglia gradire, Signor Presidente, gli atti della mia più alta considerazione.

Il Presidente
della Delegazione italiana
FRAGNITO

LETTERA N. 5

IL PRESIDENTE DELLA DELEGAZIONE JUGOSLAVA AL PRESIDENTE DELLA DELEGAZIONE ITALIANA

Belgrado, 16 aprile 1969

Signor Presidente,

ho l'onore di accusare ricevuta della Sua lettera in data odierna del seguente tenore:

« Con riferimento all'Accordo relativo alla pesca da parte dei pescatori italiani nelle acque jugoslave, firmato in data odierna, ho l'onore di proporLe che in caso di cambiamento del proprietario o dell'armatore di una nave da pesca italiana munita dell'autorizzazione speciale rilasciata ai sensi dell'articolo 4 del predetto Accordo, che si verifichi nel corso della validità della autorizzazione stessa, tale autorizzazione rimarrà ugualmente valida per quella determinata nave.

La parte italiana in questo caso, tramite la propria Rappresentanza diplomatica a Belgrado, notificherà al Segretariato di Stato per gli affari esteri il predetto cambiamento entro 30 giorni dal giorno in cui il cambiamento stesso ha avuto luogo.

La prego confermarmi l'accordo del Suo Governo su quanto precede ».

Ho l'onore di confermarLe che il mio Governo è d'accordo su quanto precede.

Voglia gradire, Signor Presidente, gli atti della mia più alta considerazione.

Il Presidente
della Delegazione Jugoslava
PERIŠIČ

LETTERA N. 6

IL PRESIDENTE DELLA DELEGAZIONE ITALIANA AL PRESIDENTE DELLA DELEGAZIONE JUGOSLAVA

Belgrado, 16 aprile 1969

Signor Presidente,

nel corso delle conversazioni che hanno condotto alla conclusione dell'Accordo firmato in data odierna, è stato constatato, sia da parte italiana che da parte jugoslava, un vivo interesse per l'intensificazione della collaborazione scientifica e tecnica tra i due Paesi nel settore della pesca con particolare riguardo alla tutela del patrimonio ittico dell'Adriatico.

In relazione a quanto precede e avendo presenti le possibilità offerte dall'Accordo di cooperazione economica, industriale e tecnica nonchè dall'Accordo di cooperazione scientifica, attualmente in vigore, i due Governi hanno espresso l'auspicio che anche nel settore della pesca possa svilupparsi fra i due Paesi ogni possibile collaborazione nelle forme e nei modi che saranno ritenuti più utili dalle categorie interessate.

La prego di volermi confermare il Suo accordo su quanto precede.

Voglia gradire, Signor Presidente, gli atti della mia più alta considerazione.

Il Presidente
della Delegazione italiana
FRAGNITO

LETTERA N. 6

IL PRESIDENTE DELLA DELEGAZIONE JUGOSLAVA AL PRESIDENTE DELLA DELEGAZIONE ITALIANA

Belgrado, 16 aprile 1969

Signor Presidente,

ho l'onore di accusare ricevuta della Sua lettera in data odierna del seguente tenore:

« Nel corso delle conversazioni che hanno condotto alla conclusione dell'Accordo firmato in data odierna, è stato constatato, sia da parte italiana che da parte jugoslava, un vivo interesse per l'intensificazione della collaborazione scientifica e tecnica tra i due Paesi nel settore della pesca con particolare riguardo alla tutela del patrimonio ittico dell'Adriatico.

In relazione a quanto precede e avendo presenti le possibilità offerte dall'Accordo di cooperazione economica, industriale e tecnica nonchè dall'Accordo di cooperazione scientifica, attualmente in vigore, i due Governi hanno espresso l'auspicio che anche nel settore della pesca possa svilupparsi fra i due Paesi ogni possibile collaborazione nelle forme e nei modi che saranno ritenuti più utili dalle categorie interessate.

La prego di volermi confermare il Suo accordo su quanto precede ».

Ho l'onore di confermarLe il mio accordo su quanto precede.

Voglia gradire, Signor Presidente, gli atti della mia più alta considerazione.

Il Presidente
della Delegazione Jugoslava
PERIŠIČ

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
MORO

ANTONIO SESSA, *direttore* — ACHILLE DE ROGATIS, *redattore*

(1651955) Roma - Istituto Poligrafico dello Stato - G. C.